

**États-Unis - Union européenne -
Réponse de M. Jean-Marc Ayrault,
ministre des affaires étrangères et
du développement international, à
une question à l'Assemblée
nationale**
(Paris, 18 janvier 2017)

Merci Monsieur le Président,

Monsieur le Député,

Vous évoquez la prise de fonction dans quelques jours du nouveau président américain Donald Trump. Ce dernier a donné une longue interview à deux journaux, un journal allemand et un journal britannique, et nous l'avons évidemment lue avec beaucoup d'attention. Vous venez de terminer votre question en évoquant l'extra-territorialité de la loi américaine qui peut nous pénaliser.

Le Parlement d'ailleurs, l'Assemblée nationale en particulier, s'est saisi de cette question ancienne mais réelle. J'ai d'ailleurs rencontré les deux auteurs du rapport, M. Lellouche et Mme Berger avec la présidente de la commission des affaires étrangères, c'est une contribution utile. La direction du trésor et le ministère des affaires étrangères ont décidé d'accélérer les travaux pour que nous fassions des propositions au niveau européen. Il n'est pas possible de demeurer dans une situation aussi inéquitable qui porte préjudice à nos intérêts.

Les relations entre les États-Unis et la France sont anciennes et nous voulons les conserver. Nous voulons les préserver mais sur la base de principes qui sont l'attachement que nous avons en commun à la démocratie, la liberté et les droits de l'Homme. Nous sommes attachés à notre propre indépendance et à la défense de nos intérêts. Quand nous décidons, comme dimanche dernier, de tenir une conférence pour aborder la question de la paix au Proche-Orient, nous le faisons en toute liberté et en toute indépendance.

Pour la suite, j'attends que le nouveau secrétaire d'État soit en fonction. Je l'inviterai à venir à Paris et nous pourrions aborder toutes les questions qui se posent : l'avenir de l'OTAN, l'avenir de l'Union européenne et des relations avec les États-Unis, l'avenir de l'accord sur le nucléaire iranien et l'avenir de l'Accord de Paris sur le climat.

Ce sont beaucoup de questions que nous sommes légitimement en droit de poser. Nous sommes les alliés des Américains bien évidemment, nous l'avons prouvé à maintes reprises dans notre Histoire, mais nous sommes également soucieux de défendre nos intérêts et de défendre l'avenir de l'Union européenne./.

